

Merci à Lilian U.

L'usage veut qu'au terme d'une campagne électorale on remercie les non-élus d'avoir bien voulu «faire l'exercice». Expression un peu cruelle, qui transforme rétrospectivement toute mise à disposition en candidature de combat. Mais aussi jolie manière de saluer l'effort consenti et l'engagement manifesté.

Lilian Uchtenhagen mérite une reconnaissance toute spéciale, pour un exercice particulièrement dur. La course au Conseil fédéral — c'est-à-dire au pouvoir, même réduit par le fédéralisme et fractionné par la collégialité — n'a jamais passé pour une épreuve facile. Mais il aura fallu attendre l'apparition d'une candidature féminine, pour que les conditions faites aux concurrents deviennent aussi dures et aussi basses à la fois. L'immixtion d'une outsider, et avec elle de toute une catégorie de nouvelles prétendantes, a donné à l'affrontement l'allure d'un combat différent, plus ouvert, plus décisif, et donc empreint d'une âpreté et d'un irrespect sans précédent. Ceux qui devaient se contenter de surgir au bon moment, du bon parti et du bon canton (ou de ne pas être d'un mauvais), savent qu'il n'y a désormais plus de «bon sexe».

Merci à Lilian Uchtenhagen d'avoir ainsi ouvert la brèche et d'avoir combattu le juste — sinon le beau — combat. Elle aurait mérité davantage de dignité de la part de ses rivaux et adversaires. Qu'ils se soient disqualifiés eux-mêmes n'ôte rien à l'excellence de sa candidature à elle, ni à la qualité de son engagement.

Mais il y a encore plus et mieux dans l'«effet Lilian». Sa candidature même, la vaillance de son

combat, son presque triomphe ont remué les esprits dans ce pays où quasiment rien ne bouge, et rapproché des foules de citoyennes et de citoyens d'une politique au reste peu intéressante à leurs yeux. Le temps d'une campagne, elles et ils ont cru à l'Événement, et, loin de se contenter de l'attendre passivement, ont voulu contribuer à le préparer, en en parlant, en écrivant, en prenant position. Merci à Lilian Uchtenhagen d'avoir suscité cette vague de fond, d'avoir donné cette dimension nouvelle à la vie politique suisse. Reconnaissant bien la force de ce mouvement, les bourgeois n'ont pas hésité à le casser, pour que les socialistes n'en bénéficient surtout pas. Passe encore pour Emilie Lieberherr à la Ville ou Hedi Lang au Canton de Zurich, mais L. U. au Conseil fédéral, jamais. Et tant pis pour toutes celles et tous ceux qui ont cru à des institutions capables d'ouverture.

Le Parti socialiste profitera tout de même de la candidature Lilian Uchtenhagen. Dans la mesure où il honorera l'immensité de l'enjeu par une réflexion de fond sur les conditions auxquelles la participation (minoritaire) au Conseil fédéral reste possible. Une réflexion qui exige non seulement une capacité d'analyse particulièrement aiguë, mais aussi de l'imagination politique. Car il en faut pour se penser dans un autre rôle, pour inventer les moyens d'une politique oppositionnelle, pour élaborer la stratégie des années à venir. Magnifique défi, qui vaut bien celui de la formulation d'un nouveau programme de parti.

Merci à Lilian Uchtenhagen d'avoir mis le PSS en état d'urgence stratégique. Les parlementaires bourgeois ont joué en une nuit, montant un coup de dernière minute, à la manière d'une mauvaise farce qui éclabousse toute la classe politique. Pour répondre à cette provocation hâtivement combinée, il faut se garder de céder au même esprit d'improvisation.

SUITE ET FIN AU VERSO

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 710 15 décembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Pierre Gilliand
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy
Jean-Jacques Schilt

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz

20 ANS

710

Merci à Lilian U.

A tête refroidie, l'issue apparaîtra peut-être plus claire. Pour l'heure, la question de la participation au Conseil fédéral se pose en des termes difficiles: maintenant que le miroir de la démocratie-témoin est fêlé, que les conditions extérieures de la rupture sont réunies, reste à savoir si l'état interne du parti socialiste va lui permettre de supporter la vie au-dehors, dans les grands vents où se débattent, toujours à contre-courant, les minorités politiques exclues des négociations essentielles.

Tout cela peut devenir possible, vivable, enrichissant même, mais seulement au prix, répétons-le, d'un immense effort de réflexion, et de réorientation rapide et homogène du rôle du PSS. Défi crucial, qu'un parti atteint dans sa dignité devrait s'avérer capable de relever.

Tel est le bel événement, provoqué par la candidature de Lilian Uchtenhagen. Merci encore à elle pour cet exercice réussi.

Y. J.

POUR MÉMOIRE

Dans l'ombre du mercredi noir

Plus d'une semaine après le mercredi noir, 7 décembre, il faut bien revenir sur certains aspects d'une décision qui n'est pas seulement décevante par le rejet de la candidature Uchtenhagen. Pour mémoire, quelques lignes de forces partisans et quelques acteurs à l'œuvre.

Dans un éclair de lucidité, Jean Ziegler, alors encore conseiller national, proclamait, lors de la session parlementaire d'automne, que le successeur

de Willi Ritschard s'appellerait Walter Buser ou, guère mieux, Otto Stich. Le premier libérerait ainsi la Chancellerie fédérale; le deuxième quitterait la Commission fédérale des banques (où il faisait un travail de taupe utile depuis 1976).

*

Dans les dernières semaines avant le 7 décembre, on notait deux absences dans les rangs des «permanents» socialistes à Berne, Rudolf Strahm, secrétaire du PSS, parti vérifier sur place, au Mexique, les effets de l'«aide» du Fonds monétaire international, et Jean-Noël Rey, secrétaire du groupe parlementaire, terrassé par la maladie. En leur absence, la candidature du Saint-Gallois Hans Schmid, qui avait eu au début leurs faveurs, subissait un démontage en règle.

Cette opération a été orchestrée par Rudolf Reichling, UDC zurichois, président des producteurs de lait et, jusqu'à tout récemment, membre du bureau du Conseil national, à ce titre donc au courant de tous les rouages juridico-réglementaires. Pas content de l'avis de droit donné par Joseph Voyame, directeur de l'Office fédéral de la Justice et démocrate-chrétien de la tendance la moins fermée, R. R. faisait consulter un autre expert, le professeur bernois Jurg Paul Muller, d'obédience UDC déclarée; ce dernier livrait une interprétation restrictive des tenants et aboutissants des «incompatibilités cantonales» que le bureau s'empressait de ratifier. Exit Hans Schmid, moins d'une semaine avant l'élection.

*

Après la mise hors course de Hans Schmid, ne restaient en présence, côté socialiste, que Lilian Uchtenhagen et deux ex-non-rivaux, qui s'étaient éliminés eux-mêmes de la compétition dès la démission de Willi Ritschard: Fritz Reimann, président de l'Union syndicale suisse, et Walter Buser, qui reçurent pas mal de visites dans les tous premiers jours de décembre. Fritz Reimann mettait tout de suite les choses au point dans une lettre adressée au radical Franz Eng (ancien président du National) et

au démocrate-chrétien lucernois Hans Schärli. Walter Buser préférait communiquer par téléphone en des termes moins clairs et peu — ou plutôt trop — engageants; prié par le groupe socialiste de confirmer sa candidature à la seule Chancellerie, il se sentait coincé et devait contribuer à accrédi- ter la légende des pressions.

*

Otto Stich s'est déclaré surpris par son élection. Mauvais point pour son système d'information. En tout cas, la télévision était au parfum, présente au bon moment, la proclamation des résultats, dans son bureau de Bâle où du reste le personnel de son secrétariat avait prévu tout ce qu'il fallait de gerbes de fleurs pour la circonstance.

PATIENCE

Cursus bernois

Presque chacun connaît le cheminement parlementaire du nouveau conseiller fédéral Delamuraz: première candidature en 1975, il est élu au deuxième rang, à environ trois mille voix du premier élu Jean-Jacques Cevey; en 1979, il est réélu en tête de liste avec 6800 voix d'avance sur J.-J. Cevey et cette année, toujours en tête, il a 15 000 voix d'avance sur le même Cevey.

Le cheminement d'Otto Stich (Otti pour les intimes) est moins connu: sa première candidature, dans un canton de Soleure qui élit deux socialistes au Conseil national, date de 1959. Il a trente-deux ans. Résultat: deuxième des non-élus. En 1963, il est premier des non-élus et il est devenu «syndic» (Ammann) de Dornach; il entre au National à la place de Willi Ritschard qui abandonne son siège pour entrer au Conseil d'Etat. En 1967, il est réélu au deuxième rang. Il accumule les premières places aux élections suivantes, pour renoncer à se présenter cette année après vingt ans passés à la Chambre du peuple.

En réalité, l'affaire était décidée à 22 heures la veille (dans son canton de Soleure, les instances directrices du parti socialiste s'étaient tout juste, par 7 voix contre 6, décidées à présenter la candidature de O.S., qui n'avait ensuite pas recueilli une seule voix au comité central du PSS). Les radicaux passaient la nuit à faire circuler la consigne dans les tavernes (le désormais fameux «vote des hommes des tavernes», diagnostiqué par Daniel Brélaz), au point d'en oublier Jean-Pascal Delamuraz. Le mercredi matin, le groupe parlementaire UDC battait le rappel de ses 28 voix pour Otto Stich lors d'une séance extraordinaire à 07 h. 30.

*

Selon toute vraisemblance, Otto Stich a réuni davantage de voix radicales que Jean-Pascal Delamuraz lui-même, lequel a recueilli quantité de voix d'une gauche décidément loyale jusqu'à la lie. Que l'un ou l'autre se sente ou non «otage» de ce score, leur attitude s'en ressentira.

*

Et les 25 femmes parlementaires? Ont-elles au moins voté L. U.? Chez les radicales, le réflexe partisan semble l'avoir emporté dans au moins trois cas sur quatre. Au PDC, la solidarité féminine pourrait avoir entraîné l'unanimité des quatre députées. Vote L. U. sans problème chez les deux indépendantes. Idem pour Leni Robert, la dissidente verte, et pour Monique Bauer. Pas de problème non plus chez les 13 représentantes de la gauche (la gauche a la majorité absolue dans la députation féminine!).

*

Otto Stich s'est déclaré d'accord de faire place aux femmes. Il sait de quoi il parle, lui qui, «stabilisé» depuis 1971 à la tête d'une «centrale pour les questions de personnel» du groupe Coop, nommé enfin directeur suppléant en 1980, vient d'assister à la promotion d'Edith Ruefli à la direction de Coop Suisse.

*

Question priorité aux femmes, Kurt Furgler a

encore tout un pèlerinage à faire. Décidément, l'arrivée de cette personne qui lui aurait volé la vedette quelques semaines à peine après la disparition du populaire Willi Ritschard, c'était trop. Avec Otto Stich, bourru et solitaire, la voie royale est bien dégagée.

*

Avec moins d'un jour de retard, le journal des paysans bernois s'en était aperçu: en assurant l'élection d'Otto Stich, l'UDC marquait un sérieux autogol, à moins que par-delà les fossés socio-professionnels, Rudolf Reichling et O.S. (dans l'hypothèse où il resterait au Conseil fédéral) se rejoignent dans un commun soutien à l'élevage industriel. En tout cas, O.S. s'est toujours distingué par des interventions critiques contre la politique agricole officielle. Et ce n'est pas le moindre charme de cette élection que de constater de quelle manière a élu le Parlement le plus agricole qu'on ait vu depuis longtemps (24 conseillers nationaux paysans, sans compter les vigneron, les responsables d'organisations agricoles et les anciens conseillers d'Etat responsables de l'agriculture cantonale).

Paradoxe pour paradoxe: Hans Schärli est président de l'Union des détaillants du canton de Lucerne et membre actif du groupe des «arts et métiers» des Chambres fédérales: il ne supportait pas la présidente socialiste de Coop Zurich, mais il s'est manifestement accommodé d'un directeur suppléant de Coop Suisse. Evidemment, quand on a que quelques heures pour monter un coup, on n'a pas le temps de penser à tout.

*

Le Centre dramatique de Lausanne termine à Berne, jeudi 8 décembre, une tournée en Suisse avec «L'école des femmes» de Molière. Applaudissements à tout rompre à la fin du spectacle. André Steiger demande le silence: «La représentation de ce soir est dédiée à Lilian et à ses collègues des Chambres fédérales.» Applaudissements de plus belle.

CONSENSUS

La crise

Dans ce pays à forte majorité d'abstentionnistes, où l'homme de la rue est totalement incapable de citer les noms des sept conseillers fédéraux, le fait qu'un socialiste originaire de Soleure ait été préféré à une socialiste, originaire de Soleure avant son mariage, ce tard pour beurre, est-ce une crise politique?

Les extincteurs vont, avant même la trêve de Noël, répandre la mousse dédramatisante. Car la formule magique n'a pas été, quantitativement, remise en cause, car ce n'est pas la première fois que le candidat officiel n'est pas celui que le Parlement retient, voyez Ritschard, Tschudi ou, exemples bourgeois, Hürlimann, Chevallaz. Les hommes passent, les institutions demeurent. Après l'arrogance bourgeoise, les «mon cher ami» vont reflleurir.

On voudra croire que l'émotion des militants socialistes s'élargira pour mourir, dans le grand public, en sujet de conversation. On voudra croire qu'il n'est pas si facile de rompre des habitudes. On dira que le motif de rupture est trop d'amour-propre, trop peu politique; et qu'il y a, pour l'amour-propre, des baumes.

Quoi qu'on dise, ou veuille croire, il y a crise.

UN DÉFI DÉLIBÉRÉ

Les hommes politiques de droite ne peuvent ignorer que les conseillers fédéraux socialistes jouent un rôle essentiel dans la cohésion du Parti socialiste, pour la raison simple que le Parti socialiste n'est pas un parti de notables, mais un parti composé de centaines de sections où se côtoient des tempéraments politiques contrastés.

Ce rôle fédérateur implique que le conseiller fédé-

SUITE ET FIN AU VERSO

La crise

ral soit, sinon nommé, du moins «reçu» par l'ensemble de son parti. Consécration d'autant plus indispensable que la récession économique rend plus difficile la pratique du réformisme.

En choisissant un homme qui n'avait pas été retenu par le Parti socialiste, qui ne manque peut-être pas de qualités personnelles, mais qui est dépourvu de tout rayonnement, en l'imposant, dès le premier tour, par simple mot d'ordre de coulisse, le Parlement a lancé un défi aux socialistes.

Après la légère poussée à droite marquée par les élections, après le changement de climat en Allemagne fédérale qui influence très directement la Suisse alémanique, la «formule magique» a été remise en cause par la bande.

On a voulu faire comprendre aux socialistes que leur participation au Conseil fédéral n'est pas de plein droit, mais de second rang et agréée.

Les commentaires radicaux, tels ceux de Richter, ne laissent aucun doute sur cette interprétation. Les socialistes ont été placés devant la situation: se soumettre ou se démettre.

L'humiliation du partenaire est la plus détestable des politiques. Mais le fait est accompli. A travers l'amour-propre, c'est plus profondément la dignité qui a été touchée. La trêve des confiseurs ne l'apaisera pas.

A. G.

SCÉNARIOS

Une porte peut être ouverte ou claquée

Le comité central du Parti socialiste suisse a donc décidé la convocation d'un congrès extraordinaire qui jugera de la participation socialiste au Conseil fédéral. Il préparera, en vue de ce congrès historique, un document de réflexion. C'est indispensable. Une porte claquée n'est pas une politique, sur-

tout si on ne sait pas la claquer au moment de l'action chaude.

Dès lors, trois scénarios sont possibles, qui tous trois exigent, pour être joués, quelque préalable. Scénarios qui, pour utiliser une terminologie de relations privées, sont, de manière très classique: l'acceptation, la rupture, la conciliation devant le juge.

UNE CONDITION SINE QUA NON

Le préalable. Aucune stratégie ne peut réussir sans unité dans la manœuvre. Or l'unité, quel que soit le scénario, exige beaucoup de maîtrise.

Imaginons le scénario 2, celui de la rupture, décidé par un congrès extraordinaire. Il faut que la rupture soit confirmée par la consultation référendaire, qu'elle soit acceptée par les participationnistes et, tout aussi difficile, qu'elle n'entraîne pas, tentation de l'opposition, de surenchère verbale gauchisante. Toute stratégie implique une sorte de recentrage. Compte tenu du très large éventail que recouvre actuellement le Parti socialiste, l'exercice de regroupement ne sera pas facile. Mais cette condition est, pour une réussite, «sine qua non».

OU LE PARI SUR LA DURÉE...

Scénario 1. Le Parti socialiste suisse accepte la situation. Il refuse de créer un vide qu'occuperont les représentants d'autres partis ou, avec étiquette de gauche, des hommes de paille de la droite. Il se dit que la durée peut corriger une faiblesse momentanée: dans deux, quatre ans, des hommes ou des femmes aguerris par cette épreuve assureront son rayonnement et sa relève; il pleuvra aussi un jour sur l'adversaire. Raisonnement qui aurait quelque analogie avec celui des communistes français: avaler une couleuvre, mais rester dans la place, pour de futures offensives.

Scénario qui est peut-être possible pour un parti centralisé comme le parti communiste français,

difficile pour un parti aussi spontanéiste que le Parti socialiste suisse. Scénario explicable, peut-être, aux militants, mais plus difficilement à l'opinion publique, dans la mesure où elle est douée de mémoire.

OU LA RUPTURE...

Scénario 2. La rupture. Elle implique alors qu'on se donne les moyens de faire sentir son poids. Au Parlement, ce devrait être une autre manière de travailler, mais en sachant que, de toute façon, la droite dispose d'une large majorité. Utilisation énergique du référendum et de l'initiative, mais il en est fait déjà un large usage. Coordination étroite pour des mouvements revendicatifs avec l'Union syndicale suisse. Mais l'USS doit tenir compte de ses propres intérêts et de la capacité mobilisatrice de ses troupes.

Scénario qui implique un pari très délicat sur l'indépendance des moyens de communication de masse: la presse, la radio, la télévision donneront-elles un écho raisonnable à l'«opposition», à ses propositions, à ses critiques? Difficile à imaginer, quand on réalise à quel point elles sont, dans leur ensemble, attirées par le pouvoir en place.

La rupture ne peut, de surcroît, avoir pour finalité un retour en force majoritaire. Ni la situation politique, ni le tripartisme helvétique fondé sur des régionalismes puissants n'autorisent cet espoir. Le retour devrait donc être soumis à une redéfinition de la formule magique. Laquelle? Pour quel terme?

OU LA CONCILIATION...

Scénario 3. La droite, sensible — mais elle vient de démontrer le contraire — à l'image extérieure de la Suisse et à la cohésion nationale, accepte, sous l'égide de quelques «sages», de rediscuter les conditions de l'élection au Conseil fédéral. De toute

façon, la règle de la citoyenneté cantonale, notamment celle de la femme mariée, exige ce réexamen. Ce serait le prétexte. Mais surtout devraient être posées des règles non écrites du respect du choix de la minorité (à moins que ce choix ne soit jugé inacceptable pour des raisons claires qui ouvertement devraient être explicitées). De surcroît, il faudrait aller très vite.

Si un «modus vivendi» de cette nature était établi, des élections au Conseil fédéral rapprochées devraient le mettre à l'épreuve.

En arrière-fond de ces trois scénarios: la Suisse, pays privilégié, dont la richesse est faite, pour une part, de ses placements financiers à l'extérieur, va-t-elle se figer dans un conservatisme dur, avec sursauts contestataires, ou est-elle encore capable de remise en question et d'ouverture?

Difficile d'être optimiste.

TABLE OUVERTE

L'air et la formule 1

Une émission de télévision en direct, c'est une partie visible, ce qui passe à l'antenne, et bien sûr une partie invisible, en coulisses, dans le cas de «Table ouverte», par exemple tous les téléphones de téléspectateurs écartés par le journaliste responsable du tri, et dont la dernière trace après coup est un tas de petites fiches.

La «Table ouverte» de dimanche passé (TV romande), consacrée aux courses de formule 1 en Suisse (faut-il réintroduire de telles courses et lever l'interdiction décrétée après la tragédie du Mans en 1955?) a provoqué, toutes proportions gardées, un nombre considéré comme important de téléphones: plus de quatre-vingts. Preuve que le sujet choisi a suscité quelque intérêt. Avec quelques nuances, pourtant. Ce sont des hommes qui, sauf exceptions, se sont manifestés — la fascination de

la vitesse n'opérerait-elle pas auprès des femmes? — en majorité favorables à la création d'un grand prix de formule 1 dans notre pays. Raisons avancées: avantages touristiques — d'autres sports sont nourris par le «sponsoring» et polluent tout autant...

Bizarrement, peu de téléphones en provenance du Valais, bien que les téléspectateurs de cette région soient concernés au premier chef, puisque l'Automobile Club Suisse présente cette semaine une demande d'autorisation pour une course de formule 1 sur l'aérodrome de Sion. Grosse habitude des nuisances dues à la place d'aviation? Voilà qui expliquerait pourquoi l'ACS a finalement jeté son dévolu sur Sion plutôt que Lausanne (où les oppositions s'annoncent nombreuses)!

Peu d'interlocuteurs paraissent sensibles à la contradiction manifeste entre l'organisation d'un grand prix de formule 1 et les appels de plus en plus pressants en faveur de la qualité de l'air, avec tout ce que cela suppose comme évolution des mentalités et des habitudes. Le Conseil fédéral pourrait-il vraiment, au mépris de la valeur «exemplaire» d'une telle décision, autoriser une telle manifestation, au moment où le Département de l'intérieur signale que la limite du supportable pour l'homme et la nature a été dépassée (atteintes à la santé dans les villes, dépérissement des forêts), au moment où il invite la population motorisée à renoncer à des courses inutiles en voiture et à rouler en dessous des vitesses maximales prescrites?

Au fait, cette autorisation est-elle seulement de la compétence du Conseil fédéral? Selon certains juristes, seule une initiative populaire pourrait déboucher sur la réintroduction des courses automobiles en circuit fermé en Suisse. Mais les organisateurs séduits se préparent d'ores et déjà pour 1985... Et voici que l'entreprise de l'ACS réveille d'autres convoitises. L'après-midi même, à la radio romande, le sponsor de l'équipe suisse moto pour le Continental Circus ne voyait-il pas dans l'ouverture aux deux-roues la seule façon de rentabiliser le futur circuit séduits? Bonne chance aux riverains.

COURRIER

Incorrigible DMF

Sous le titre «Du bon usage de nos fusils d'assaut», Edmond Kaiser se réfère à une information parue le 3 novembre 1983 dans la «Tribune de Genève» (DP 706, 17.11.83).

Permettez-moi de me référer à un papier de la «Tribune-Le Matin» du... 3 novembre 1977, intitulé «Bambins au fusil d'assaut». On y relatait des faits qui s'étaient passés dans la campagne fribourgeoise, à Treyvaux. Les invités d'un commandant de compagnie étaient alors des «enfants des écoles locales âgés de six à dix ans». Il y était encore précisé que «dans l'euphorie de l'heure, les enfants furent même conviés à faire usage eux-mêmes du fusil d'assaut». Il paraît que cela avait choqué pas mal de gens.

Nos élites militaires sont vraiment incorrigibles. Il est vrai qu'en 1983 les invités étaient un peu plus âgés: de dix à quatorze ans. Il y a six ans, un porte-parole du Département militaire fédéral avait estimé, répondant au journaliste Yves Lassueur, que «ce genre de démonstration ne devrait être organisée pour les jeunes qu'à partir de quinze à seize ans», et qu'on devrait se contenter de montrer les cuisines aux plus petits, avec distribution de biscuits à la clé. A cette époque-là, le journaliste chargé de l'enquête concluait, lui, en ces termes: «Et si on les laissait à leur pâte à modeler?»

En fait, ne pourrait-on pas suggérer au DMF de distribuer gratuitement aux gosses de nos écoles le livre d'Edmond Kaiser «La marche aux enfants»? Il constituerait même, me semble-t-il, une excellente lecture pour nos soldats. Et pourquoi ne pas en faire un accessoire obligatoire de leur barda? A vue de nez, cela ne devrait pas surcharger outre mesure le budget militaire, non?

F. Genasci

Le temps des passions

Un beau sujet à l'intention des doctorants en science politique, en psychologie collective, voire en ethnologie: l'attitude des protestants genevois face à la création envisagée par l'Eglise catholique d'un diocèse de Genève. La question du redécoupage des diocèses a beau avoir été posée lors du synode 1974 des catholiques suisses, c'est l'année dernière qu'elle a commencé de faire les gros titres à la suite d'un rapport proposant toute une série de modifications. Les médias n'ont retenu que la plus spectaculaire: la Rome protestante deviendra-t-elle siège épiscopal?

Dans les vieilles familles genevoises, ce fut l'émotion; et la frange la plus réactionnaire de l'Eglise protestante genevoise trouva là une occasion ines-

pérée de renaître de ses cendres. Tant dans le courrier des lecteurs des journaux que dans les cercles protestants, l'opposition se manifestait avec fougue, les préjugés le disputant à la mauvaise foi: quand on ne contestait pas le nombre de catholiques à Genève (dont il faudrait retrancher non seulement les étrangers résidents, mais également les ressortissants des communes rattachées en 1815 au canton de Genève!), on les soupçonnait de vouloir reprendre la cathédrale Saint-Pierre. De pamphlets en questionnaires orientés, le terrain était occupé méthodiquement. Pour en arriver à une ahurissante prise de position du Consistoire (le législatif de l'Eglise protestante) qui fleure bon la déclaration de guerre au papisme au nom de... la paix religieuse! Côté catholique, c'est la hiérarchie qui fait front, quelques catholiques intégrés à la société genevoise prenant soin de se distancer de la proposition cependant que la base paraît indifférente. Et pourtant l'œcuménisme, qui repose sur le res-

pect de l'identité de chacun, ne semblait nulle part avoir été poussé aussi loin qu'à Genève: dans la plupart des paroisses, la collaboration est constante; dans la pratique quotidienne comme sur le plan théologique, les réalisations concrètes sont nombreuses: centre de catéchèse, atelier œcuménique de théologie et, tout récemment, le projet Radio-Cité, commun aux trois Eglises chrétiennes, qui a obtenu sa concession. Les fruits de tant d'années d'efforts disparaîtront-ils sous le torrent des passions?

La déclaration du Consistoire a en tout cas secoué bon nombre de protestants, qui ne savaient pas leur Eglise dans un tel état et font connaître leur indignation après n'avoir pas cru devoir prendre part à une discussion qui concerne la seule structure de l'Eglise catholique. L'effolement des adversaires d'un évêque de Genève témoigne d'un étrange sentiment d'infériorité: une Eglise sûre d'elle-même ne devrait rien avoir à craindre.

BEST-SELLER

Le silence est d'or, la parole est d'argent

Un banquier qui parle, c'est déjà un événement. Mais un banquier suisse qui parle, cela valait bien un bouquin; ce sont les entretiens de Philippe de Weck avec le rédacteur en chef de «La Liberté», François Gross.

Mais attention, révélations à la clef ou pas, l'ancien directeur général de l'UBS ne parle pas pour rien, comme en témoigne le bulletin de commande publié par les Editions Martin Michel dont nous proposons une reproduction ci-dessous...

Veuillez m'envoyer

_____ ex. du volume *Philippe de Weck: Un banquier suisse parle* au prix de Fr. 22. — (+ frais de port et d'emballage).

_____ ex. du volume dédié à mon nom ou au nom de la personne suivante: _____ avec la signature autographe des deux auteurs au prix de Fr. 32. — (+ frais de port et d'emballage) (valable pour les 1000 premiers exemplaires numérotés).

Espérons pour MM. Gross et de Weck que leurs conversations dédiées feront un tabac! Dame, à dix francs la double signature, il n'y a pas de petits profits.

EN BREF

Connaissez-vous la doctrine économique de Silvio Gsell? Connaissez-vous le Parti libéral-socialiste et le Mouvement de l'économie franche qui la propagent en Suisse? Connaissez-vous les trois conseillers nationaux de ce parti? Ne cherchez pas, il s'agit de trois conseillers élus sur des listes de l'Alliance des indépendants, MM. Paul Günter (Berne), Andreas Müller (Argovie) et Hansjürg Weder (Bâle). La double appartenance peut avoir du bon à lire les félicitations du secrétaire du parti libéral-socialiste dans «evolution», mensuel franchiste (nov.).

* * *

A droite, divorce à l'amiable de «Libertas Suisse» et du mensuel «Impact». Jusqu'ici l'Association Libertas Suisse abonnait tous ses membres à cette revue romande et publiait quelques pages dans chaque numéro. On doit supposer que l'association présidée par M. François Chaudet aura dorénavant son propre bulletin d'information en trois langues.

Domaine Public 700-709

Sixième livraison de l'index des textes parus dans ces colonnes, promis à nos lecteurs.

Cette semaine, DP 700 à 709.

ORGANISATION POLITIQUE, DÉMOCRATIE

700 (8). Elections. Il ne suffit pas de gommer la minorité pour l'effacer (traitement des initiatives) (Y. J.).

702 (1, 2). Efficacité et légalité (J. D.) — Passer aux actes. Les vertus de l'exemple (la manie de légiférer).

706 (1, 2). Le blocage (du personnel) et les combines.

Parlement. Conseil fédéral

702 (4, 5). Ritschard. Le refus de la combine (Y. J.) — Un Etat pour distribuer la liberté (interview de W. Ritschard).

Elections

703 (6). Démocratie. Les élus passent et la Coupole reste.

703 (6, 7). Fauteuils hors de prix. Elections, pièges à millions.

704 (1). Brouillard et feux de code (décryptage des résultats) (A. G.).

704 (1, 2). Gauche, droite, ailleurs. Place aux infiltrés!

704 (2, 3). Fric et politique. Le combat des chefs.

704 (3, 4). Après un scrutin (genevois). A quoi bon? Et pour-tant... (E. S.-P.) — Réponse (*courrier*), DP 709 (2). La parole au Groupe d'Yverdon.

Partis

701 (7). Marketing. La foi du charbonnier (R. Ducret).

701 (8). Elections. Au voleur! (publicité électorale libérale) (A. G.).

701 (8). Médailles. L'Europe radicale.

703 (5). Gabrielle Nanchen. Le «Nouvelliste» dans tous ses états.

706 (5). Socialistes. La réalité en face (PS Neuchâtel).

707 (1). Mises en scène majoritaires (discours Pierre Aubert) (L. B.).

707 (2, 3). In extenso. Ces mots de Pierre Aubert qui font peur.

709 (4, 5). Déradicalisation. Le départ d'un grand seigneur (Paul Jolles).

Xénophobie

701 (8). Ecole et immigration. Attaquer la xénophobie à la racine (forum à Genève).

709 (8). Naturalisation. Après une consultation à la sauvette.

709 (8). Action Nationale. Au secours des Germains.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

708 (4). Surveillance des prix. Plus vite dit qu'organisé.

Syndicats

703 (1). Tâches vertes (congrès FOBB) (L. B.).

703 (1-3). FOBB. Pas n'importe quel emploi.

703 (4). Initiative. 40 heures pour vivre autrement.

705 (4). Modèle suédois. Fonds collectifs des salariés (A. G.).

707 (8). *Jura*. La rançon de la crise et... du progrès (revendications FTMH, médecine du travail).

Innovation

706 (4). *Neuchâtel*. Innovation: à vos marques... (concours).

706 (4, 5). RET SA. A disposition des entreprises (Neuchâtel).

708 (1). Patrons, purs et durs (garantie des risques à l'innovation) (J. D.).

708 (2). Les banques et l'innovation. Projets grandioses.

Conditions de travail

702 (8). Sphère privée. Dis-moi qui tu épouses... (licenciement).

709 (7). Licenciement. Nie wieder Krieg.

Cantons

702 (8). Classes. Budget vaudois: faites le rapport! (A. G.).

706 (8). Statistiques vaudoises. Leçon de chiffres (A. G.).

International

709 (6). La promesse de K. Furgler. FMI, gros souci.

SECTEURS ÉCONOMIQUES

701 (1, 2). Les CFF ne font pas le détail.

705 (5). *Industrie*. Géants suisses employeurs à l'étranger.

709 (6). *Métallurgie*. Le Conseil fédéral content de lui.

Banques

700 (4). Convention de diligence. Gentlemen ou moutons noirs.

700 (4, 5). Fric. Suisse-Afrique du Sud: ça va, ça vient.

701 (5). Business. Règlement de comptes au paradis fiscal (Marc Rich).

702 (6). Crédit hypothécaire: un premier pas (A. G.).

ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURES

Routes

703 (5). 50 km/h. La peur du gendarme: indispensable.

703 (8). Genève. Transports publics! l'espoir.

705 (7). *Courrier*. Trois tueurs (Edmond Kaiser).

708 (3). *Point de vue*. Le plomb en baisse (D^r F. Burnier).

Energie nucléaire

700 (2, 3). Cul-de-sac. La bataille des dépotoirs. — I. Sociétés droguées à l'énergie (P. L.).

701 (2, 3). La bataille des dépotoirs. — II. La convalescence sera longue; 2. La santé par l'équilibre; 3. Choix énergétiques; 4. Le prix du nucléaire (P. L.).

702 (2, 3). La bataille des dépotoirs. — III. Une centaine d'années pour changer de cap; 5. La période de transition; 6. Médicaments urgents (P. L.).

705 (1, 2). Pour un compte atomier (Y. J.) — Annexe. La partie visible d'un iceberg financier (emprunts Gösgen).

706 (6, 7). Credo. Nucléaire à l'offre sans demande — Fièvre. Petite leçon d'extrapolation (la preuve du non-besoin d'électricité en Suisse en 2040).

708 (2, 3). Avenir. Kaiseraugst, la police, le fric et la troupe.

708 (6, 7). Festivités zurichoises. Emotions chez les nucléocrates (Association suisse pour l'énergie) (P. L.).

709 (2, 3). Climats. Pluies acides au secours du nucléaire (P. L.).

SANTÉ, SÉCURITÉ SOCIALE

703 (5). C'est pas moi, c'est lui. La santé, c'est notre affaire (cotisations assurance-maladie).

705 (4, 5). La santé, c'est leur affaire. Explosion des coûts et... des bénéficiaires.

706 (2, 3). Demain commence aujourd'hui. Santé: la donne démographique.

INSTRUCTION PUBLIQUE, ÉDUCATION

707 (8). Courbe. L'école après le «boom».

709 (4). Le Valais entre le haut et le bas. Au pays du régent-roi.

ARMÉE, SERVICE CIVIL

702 (6, 7). Guerre. Service non armé: minable trompe-l'œil.

705 (4). Manif. La paix a du plomb dans l'aile.

706 (2). *Courrier*. Du bon usage de nos fusils d'assaut (Edmond Kaiser).

706 (6). Obsessions. La pieuvre pacifiste.

708 (5). *Exportations d'armes*. Une loi passoire.

709 (1). Double course aux armements (A. G.).

COMMUNICATION

700 (1). Les nouveaux taupiers («Le nouvel humaniste») (A. G.).

701 (5). Communication. Le papier a la cote.

701 (5). Presse. Gratuite et de gauche (Winterthour).

702 (8). Solidarité. Un communiste suisse en Pologne («Voix ouvrière»).

705 (2, 3). J.-M. Angéloz. L'œil du PDC était sur «La Liberté».

705 (3). *Courrier*. Sur une étrange décision («La Liberté») (P. Voelin).

708 (8). Médias vaudois. On cherchait un homme (A. G.).

Radio-TV

701 (6). Grand écran. Du cinéma ailleurs qu'à la TV.

703 (6, 7). Monopole: la page est tournée. Les nouveaux arroseurs.

705 (6). Ondes. A la chasse aux auditeurs.

705 (6, 7). Sur le terrain. Baptême du feu à la manif.

706 (3). Radio. Avec ou sans pub.

707 (4, 5). Sages. Radio-TV: les absences du Tribunal fédéral.

707 (4). Article constitutionnel (radio-TV). Cent fois sur le métier...

JUSTICE, POLICE

702 (4). Point de vue. Justice verte (G. S.).

EN OUTRE...

Divers

709 (6). Le Chili par la poste.

Vu

707 (6). L'heure de vérité (N. G. Hayek).

708 (5). Irréductible Franz Hohler.

Notes

700 (3). «Alexandre», la vie en doux-amer (C. Dubuis).

700 (8). Mémoires. Un cancoire à Zurich (E. Därendinger, «Der Engerling»).

701 (5). Notes de lecture. Carmina galactica (N. Spinrad, «Le chant des étoiles») (G. S.).

703 (8). Notes de lectures. La forme et le fond du trou («Nos bois», «Initiation à l'astronomie», «Le guide du typographe») (G. S.).

707 (6). Paru. Aubert II («Exposé des institutions politiques de la Suisse»).

Colonel, professeur, PDC et Alémanique

Il y a quelques semaines, la presse a fait écho à la nomination d'un nouveau directeur de l'Office fédéral de la Santé publique, en remplacement du Dr Ulrich Frei, qui prend sa retraite.

Une nomination qui a surpris. En effet, à deux Romands aux capacités clairement reconnues, le Conseil fédéral a préféré en dernier ressort (sur préavis, bien sûr, du démocrate-chrétien Egli) un Alémanique (54 ans), dont la spécialité et l'activité médicales n'ont que de lointains rapports avec les problèmes économiques, juridiques et sociaux actuels de la santé publique. A vrai dire, on comprend mal comment un seul séjour professionnel à l'étranger, en Afrique du Sud en l'occurrence (division biologie des radiations de la commission pour l'énergie atomique), une chaire très spécialisée (professeur ordinaire depuis 1979) à la Faculté de médecine de l'Université de Berne, une obsession déclarée, la lutte contre la drogue (quatre enfants en âge de se droguer, comme il le dit lui-même), on comprend mal comment ces indications-là aient pu faire la différence.

Faut-il rappeler que les tâches de l'Office en question sont de plus en plus complexes, toujours plus délicates et lourdes: rôle de l'Etat central, coûts croissants de la maladie et modes de financement, augmentation rapide du nombre de médecins praticiens, équipements, formations du secteur de la santé et stages, relations entre assurances et corps médical, recherche et évaluation des modes de dispensation des soins, représentation de la Suisse auprès des organismes internationaux, etc... Pas de doute: la charge requiert compétence, efficacité, doigté, sens de la communication.

Les deux candidats évincés: le médecin cantonal (44 ans) du Valais, qui a fait ses preuves dans son canton; et le médecin cantonal adjoint vaudois (43

ans), qui bénéficie d'une grande expérience de santé publique en Suisse et à l'étranger, auprès de l'OMS et qui est l'auteur de contributions qui font autorité.

Avaient-ils le tort d'être Romands (car c'en est un auprès de certains Alémaniques)? Ou d'être jeunes, «risquant» d'occuper trop longtemps ce poste à hautes responsabilités? Le colonel (suppléant du médecin général de l'armée) l'aurait-il emporté sur les capitaines? Ou le démocrate-chrétien grand teint sur un radical «trop» ouvert? Les interventions massives en faveur du candidat vaudois auraient-elles finalement indisposé? Le choix marquerait-il une réaction négative à l'endroit de la médecine sociale et préventive? Une fois de plus, les véritables critères de cette sélection demeurent inconnus.

Sans procès d'intention, admettons donc au moins qu'une excellente occasion de placer un Romand compétent à la tête d'un Office fédéral ait été gâchée.

Et souhaitons bonne chance au prochain directeur de l'Office fédéral de la Santé publique, dont le style musclé est bien connu, mais qui n'aura pas trop de toute l'ouverture au dialogue et de la diplomatie dont il est capable, pour prendre des décisions dans un domaine qui, sur le plan financier, est devenu le plus important et le plus aigu de la politique sociale.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Aux côtés de M. Friedrich...

Pauvre M^{me} Christinat! Elle semblait toute bouleversée, l'autre jour, à l'annonce de la non-élection de M^{me} Uchtenhagen (et selon les journaux, il en allait de même pour M^{me} Nanchen).

Chère Amélia Christinat! Je crois que vous avez dit quelque chose de très faux, à la Radio. Vous avez dit que M^{me} Uchtenhagen n'avait pas été élue, *en dépit* de ses nombreuses qualités éclatantes.

Mais non, chère Amélia Christinat: c'est à *cause* qu'il fallait dire. M^{me} Uchtenhagen n'a pas été élue à *cause* de ses nombreuses et éclatantes qualités (qui éclataient d'ailleurs lors de son interview par André Nüssle, lequel renvoyait à la pure calomnie tout ce qu'on avait pu lire sur son compte dans la presse). *A cause*: elle aurait manqué de la souplesse d'échine si nécessaire... Elle a du caractère — amie de Max Frisch et de Muschg — franchement, vous la voyez siéger aux côtés de M. Friedrich?

* * *

Pour passer à un autre sujet: vous avez remarqué combien le livre de George Orwell, *1984*, est à la mode, ces temps? L'autre jour, toute une page de *24 Heures* (suite, ce mardi, avec une somme de J.-J. Daetwyler). Et de décrire (fort bien) les caractéristiques de *Big Brother*, le dictateur, et son système, qui rappelle à s'y méprendre Pinochet d'un côté, les systèmes de l'Est de l'autre. Deux détails, selon moi, qui manquent: le rappel, d'abord, d'un autre livre, *Le meilleur des mondes* de Huxley, qui décrit ce que Velan a nommé le *Sqf Goulag*. Et puis cet aspect de *1984*: le monde partagé entre trois super-grands, opposés *en principe*, s'entendant le mieux du monde *en fait*, pour écraser leurs opposants respectifs. J. C.

DOMAINE PUBLIC

Cadeau

Cadeaux à Noël, trois petits tours et puis s'en vont.

Un cadeau de longue durée: «Domaine Public» pour l'année 1984. Noël, une fois par semaine...

Au dos du bulletin vert, vous mentionnez (très lisiblement, bien sûr), le nom et l'adresse de l'heureux(se) destinataire; et nous nous chargeons du reste...

PS. Toutes indications pratiques utiles en première page.